

Une campagne nationale contre le coût du capital

François Hollande et le gouvernement ont affirmé l'inversion de la courbe du chômage comme objectif premier de leur politique. Mais les rodomontades n'y suffiront pas. La conjoncture en France reste atone et la courbe du chômage est loin de s'inverser. La méthode Coué ne convainc plus personne.

Selon Pôle-emploi, le taux de chômage (catégorie A) s'est accru de 5,8 % en un an. Pour le seul mois de novembre, comparativement au mois d'octobre, il s'est élevé de +0,5 %. Cela porte à 3 293 000 millions le nombre des demandeurs d'emplois de catégorie A, soit +17 800 en un mois. Difficile d'affirmer comme le fait le ministre du Travail Michel Sapin que la tendance est nette vers l'inversion de la courbe du chômage !

Les politiques d'austérité en France et en Europe continuent de plus belle. Les mêmes recettes libérales engendrent les mêmes catastrophes aggravées. La croissance n'est pas de retour et elle ne crée pas d'emplois. Au contraire, la stagnation liée notamment aux politiques d'austérité, la fuite en avant dans des gestions d'entreprises centrées sur la finance et la course aux licenciements nourrissent les déficits. L'impératif de réduction de déficits publics et sociaux imposé par la construction européenne est intériorisé en France par le pouvoir qui reste les yeux rivés sur une réduction des dépenses publiques pourtant facteur de déflation et ravageuse pour les services publics et le besoin d'expansion sociale.

Nous opposons à ce type de construction européenne ravageur pour les peuples des propositions précises de luttes pour une autre construction européenne, notamment la proposition d'un Fonds de développement social pour l'emploi et les services publics, idée défendue au congrès du PGE.

Il faut impérativement rompre avec les orientations libérales suicidaires pour notre économie. Elles enfoncez notre pays dans la crise, tandis que les besoins sociaux explosent. Cela pousse à une augmentation subie de la part des prélèvements publics et sociaux dans le PIB. Cela nourrit la montée des mécontentements et leur instrumentalisation par le Medef et les forces les plus réactionnaires, sur le thème du ras-le-bol fiscal. Le pouvoir tente une pénible reprise en main, mais c'est pour avancer des recettes dangereuses notamment pour la Sécurité sociale comme cette idée de fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG, laquelle va tendre à déresponsabiliser encore les entreprises à partir de la diminution de leurs cotisations. On se dirige en réalité vers une mise en cause de notre modèle social français et vers un nouveau système marqué par la montée du libéralisme.

Mais de belles batailles se dessinent. Ainsi notre parti lance une campagne pour démystifier le dit coût du travail et révéler l'ampleur du coût du capital. Ce qui exige évidemment de monter l'alternative. C'est l'enjeu du travail commun lancé par les commissions économie et entreprise, et impulsé par l'initiative de Pierre Laurent. C'est l'objet du dossier central de notre revue consacré à la révélation et à la lutte contre le coût du capital pour construire l'alternative avec une relance de progrès social. Des batailles concrètes devraient être valorisées, ainsi l'exemple des luttes aux Chantiers de Saint-Nazaire ou chez Alcatel-Lucent, comme aussi l'expérience des luttes pour l'emploi et contre le coût du capital dans les collectivités territoriales, avec l'exemple des départements du 93 et du 94.

La bataille contre le coût du capital prend une tournure significative dans l'accord sur la formation professionnelle conclu dans le cadre de l'ANI du 14 décembre dernier. Dire qu'il prend mauvaise tournure est hélas un euphémisme. Bâti autour d'une nouvelle réduction du coût du travail pour les entreprises, cet accord renvoie néanmoins à l'urgence d'une alternative à faire monter pour une véritable sécurisation de l'emploi et de la formation. Une revendication à mettre en lien avec la bataille pour une vraie réforme de l'université et contre la réforme Fioraso qui s'attaque à la qualité des formations comme aux droits des étudiants à faire de bonnes études.

Autant d'éléments qui renforcent le besoin de comprendre la crise, les crises du capitalisme. C'est pourquoi notre revue poursuit son objectif de formation des militants avec le compte rendu de la première séance du séminaire organisé par la Fondation Gabriel Péri sur les théories sur les crises, à partir notamment de l'ouvrage de Paul Boccard, *Théories sur les crises, la suraccumulation et la dévalorisation du capital*, Delga, 2013. Nous reproduisons également la communication de Bernard Guerrien sur le prix Nobel d'économie, Fama. Ainsi qu'une fiche de lecture instructive et critique de l'ouvrage de Yves Saint-Jours, professeur de Droit du travail, *Éloge du droit social*, La Dispute, 2013. ■



Catherine Mills